



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial**
Bureau de l'environnement et de l'utilité
publique

**Direction Régionale de
l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement
des Pays de la Loire**
Unité interdépartementale Anjou-Maine

Arrêté n°DCPPAT 2021-0237 du 28 OCT. 2021

Transfert d'autorisation environnementale

SOCIÉTÉ PIGEON GRANULATS Loire-Anjou, « La Giraudière », 72800 CHAPELLE-AUX-CHOUX

Arrêté préfectoral complémentaire modifiant l'arrêté préfectoral n° 2015061-0008 du 2 mars 2015 modifié autorisant la société ROUMY à exploiter une carrière sur le territoire de la commune de La Chapelle-aux-Choux et Le Lude au lieu dit « La Giraudière »

Le Préfet de la Sarthe
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

VU le titre Ier du livre V du code de l'environnement et notamment ses articles R. 181-45 et R. 516-1 ;

VU l'arrêté ministériel modifié du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté ministériel modifié du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel modifié du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2015061-0008 du 02 mars 2015 modifié autorisant la société ROUMY à exploiter une carrière sur le territoire des communes de La Chapelle-aux-Choux et Le Lude au lieu-dit « La Giraudière » ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° DCPPAT2017-0576 du 13 novembre 2017 autorisant le changement d'exploitant au profit de la société SARL PIGEON GRANULATS Loire-Anjou ;

VU la demande de transfert d'autorisation environnementale portée à la connaissance du préfet par la SOCIÉTÉ PIGEON GRANULATS LOIRE-ANJOU le 11 mai 2021 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 21 juillet 2021 ;

CONSIDÉRANT que la demande, qui consiste au transfert d'autorisation environnementale au profit de la SOCIÉTÉ PIGEON GRANULATS LOIRE-ANJOU :

- ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale systématique en application du II de l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;
- n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement ;

- requiert une autorisation préfectorale pour le changement d'exploitant et la constitution de garanties financières.

CONSIDÉRANT que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance du demandeur par courrier du 21 octobre 2021 et que celui-ci a indiqué ne pas avoir d'observations par courriel du 25 octobre 2021 ;

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture de la Sarthe ;

ARRETE

ARTICLE 1 : La Société SAS PIGEON GRANULATS Loire-Anjou, dont le siège social est situé 54, Avenue de l'Atlantique – 53 000 LAVAL, ci-après dénommée l'exploitant, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2015061-0008 du 02 mars 2015 modifié, à reprendre les activités d'exploitation de la carrière de la société SARL PIGEON GRANULATS Loire-Anjou sur le territoire des communes de La Chapelle-aux-Choux et Le Lude au lieu-dit « La Giraudière ».

ARTICLE 2 : Les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2015061-0008 du 02 mars 2015 modifié restent inchangées et l'exploitation du site est réalisée conformément à ces dispositions.

ARTICLE 3 : Les prescriptions de l'article 1.5.2 de l'arrêté d'autorisation n° 2015061-0008 du 02 mars 2015 modifié, relative aux prescriptions relatives au montant des garanties financières est modifié comme suit :

« La durée de l'autorisation est divisée en quatre périodes quinquennales. A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état optimale au cours de cette période.

Le montant des garanties financières fait l'objet d'un calcul forfaitaire, conformément à l'arrêté ministériel du 09 février 2004 modifié par l'arrêté ministériel du 24 décembre 2009.

Le montant de référence « Cr » des garanties financières permettant d'assurer la remise en état optimale pour chacune de ces périodes est déterminé ainsi (montant défini avec comme référence l'indice TP01 de janvier 2021 égal à 111,2) sous réserve de l'évolution des indices de référence :

- phase 2 – 2020 – 2025 : 957 678 €
- phase 3 – 2025 – 2030 : 929 785 €
- phase 4 – 2030 – 2035 : 665 313 € »

ARTICLE 4 : A réception de cet arrêté, le nouvel exploitant transmet l'acte de cautionnement relatif aux garanties financières, actualisé avec le dernier indice TP01 en vigueur.

ARTICLE 5 : PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

- une copie de l'arrêté est déposée en mairies de La Chapelle-aux-choux et du Lude, et peut y être consultée ;

- un extrait de l'arrêté est affiché en mairies de La Chapelle-aux-choux et du Lude pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

- l'arrêté est publié sur le site internet des services de la préfecture en Sarthe (www.sarthe.gouv.fr), pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 6 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction et peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nantes :

1° par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) l'affichage en mairie ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Sarthe ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé des installations classées pour la protection de l'environnement, dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie via l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

ARTICLE 5 – POUR EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Sarthe, la sous-préfète de l'arrondissement de LA FLÈCHE, les maires de La Chapelle-aux-choux et du Lude, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire et l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

LE PRÉFET

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,


ÉRIC ZABOURAEFF